



**Convention sur l'élimination de
toutes les formes de discrimination
à l'égard des femmes**

Distr. générale
28 mars 2012

Original : anglais/espagnol/français

**Réunion des États parties à la Convention
sur l'élimination de toutes les formes
de discrimination à l'égard des femmes**
Dix-septième réunion
New York, 26 juin 2012
Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

**Élection, conformément aux paragraphes 4 et 5
de l'article 17 de la Convention, des 11 membres
du Comité devant remplacer ceux dont le mandat
arrive à expiration le 31 décembre 2012**

Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 17 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Secrétaire général convoquera, le 26 juin 2012 au Siège de l'Organisation des Nations Unies, la dix-septième réunion des États parties pour procéder à l'élection de 11 membres du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à partir d'une liste de personnes désignées par les États parties pour remplacer celles dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 2012 (voir annexe I). Les noms des autres membres, qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2014, figurent à l'annexe II.

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 9 décembre 2011, a invité les États parties à soumettre, le 9 mars 2012 au plus tard, des candidatures en vue de l'élection de 11 membres du Comité. Le Secrétaire général a dressé la liste alphabétique suivante de toutes les personnes désignées à cette date, en indiquant les États parties dont elles sont les candidates.

* CEDAW/SP/2012/1.



<i>Noms des candidats</i>	<i>Pays ayant présenté leur candidature</i>
Noor Al-Malki Al-Jehani	Qatar
Nicole Ameline	France
Violet Awori	Kenya
Barbara Bailey	Jamaïque
Gloria Bender	Argentine
Niklas Bruun	Finlande
Nuria Chinchilla	Espagne
Fatimata Dembele Djourte	Mali
Hilary Gbedemah	Ghana
Nahla Haidar	Liban
Marie-Carmelle Lafontant	Haïti
Dalia Leinarte	Lituanie
Natalija Micunovic	Serbie
Theodora Oby Nwankwo	Nigéria
Silvia Pimentel	Brésil
Bianca Pomeranzi	Italie
Victoria Popescu	Roumanie
Zohra Rasekh	Afghanistan
Olena Suslova	Ukraine
Xiaoqiao Zou	Chine

3. Les curriculum vitæ des candidats, communiqués par leurs gouvernements respectifs, figurent à l'annexe III.

Annexe I

Liste des 11 membres du Comité dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 2012

<i>Noms des membres</i>	<i>Pays</i>
Nicole Ameline	France
Magalys Arocha Dominguez	Cuba
Violet Tsisiga Awori	Kenya
Barbara Evelyn Bailey	Jamaïque
Niklas Bruun	Finlande
Indira Jaising	Inde
Soledad Murillo de la Vega	Espagne
Silvia Pimentel	Brésil
Victoria Popescu	Roumanie
Zohra Rasekh	Afghanistan
Xiaoqiao Zou	Chine

Annexe II**Liste des membres qui siégeront au Comité
jusqu'au 31 décembre 2014**

<i>Noms des membres</i>	<i>Pays</i>
Ayse Feride Acar	Turquie
Olinda Bareiro-Bobadilla	Paraguay
Meriem Belmihoub-Zerdani	Algérie
Naela Mohamed Gabr	Égypte
Ruth Halperin-Kaddari	Israël
Yoko Hayashi	Japon
Ismat Jahan	Bangladesh
Violeta Neubauer	Slovénie
Pramila Patten	Maurice
Maria Helena Lopes de Jesus Pires	Timor-Leste
Patricia Schulz	Suisse
Dubravka Simonovic	Croatie

Annexe III

Curriculum vitæ des candidats*

Noor Al-Malki Al-Jehani (Qatar)

Date et lieu de naissance

1961, Doha

Langue(s) de travail

Anglais et arabe

Situation/fonction actuelle

Récemment retraitée, M^{me} Al-Jehani travaille comme experte indépendante. Elle est membre du Conseil d'administration de l'Institut international de Doha pour l'étude de la famille et le développement.

Principales activités professionnelles

D'avril 2009 à octobre 2011, M^{me} Al-Jehani a été Secrétaire général du Conseil suprême des questions familiales, mécanisme national pour les questions de la famille et de la femme, après en avoir dirigé le Département.

De 2003 à 2011, elle a été membre du Comité national qatarien des droits de l'homme.

Études

Licence de lettres de l'Université du Qatar (1984) et formation à la problématique hommes-femmes, aux droits de la femme et aux droits de l'enfant

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

M^{me} Al-Jehani a été la représentante du Qatar au Comité des femmes arabes (Ligue arabe) et au Comité des femmes (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale) et membre ou chef de plusieurs délégations nationales aux conférences régionales et internationales consacrées aux droits de la femme et de l'enfant. Pendant son service au Conseil suprême des questions familiales, elle a été, de 2004 à 2009, chargée du dossier de la ratification par le Qatar de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes. Elle a ensuite présidé le comité national de rédaction du premier rapport du Qatar sur la mise en œuvre de la Convention. Elle a dirigé, en y participant, la rédaction des rapports nationaux sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (2000-2009).

M^{me} Al-Jehani a participé à l'élaboration de plusieurs stratégies et plans nationaux, dont la première stratégie nationale de développement du Qatar, 2011-2016 (présidant le comité de rédaction sur la Stratégie sectorielle pour la cohésion familiale et l'autonomisation de la femme). Elle a aussi participé à

* Les curriculum vitæ ne sont pas revus par les services d'édition.

l'examen ou à la rédaction de textes législatifs intéressant les questions sociales et féminines et a lancé et dirigé plusieurs études capitales par d'éminents spécialistes des questions féminines : la violence à l'égard des femmes dans la société qatarienne, la violence à l'égard des femmes mariées – étude du cas au Qatar, et les obstacles à l'accès des Qatarientes aux postes de décision. Elle a organisé et dirigé de multiples ateliers, tables rondes et campagnes de sensibilisation sur les questions féminines comme la violence dans la famille, le droit familial et les droits politiques. Pendant sa présence au Comité national qatarien des droits de l'homme, elle a activement défendu les droits de la femme, de l'enfant, des personnes handicapées et des employés de maison.

Publications les plus récentes dans le domaine

Les écrits, analyses et rapports de M^{me} Al-Jehani dans le domaine des droits de l'homme en général et de la femme en particulier ont été présentés au Conseil suprême des questions familiales, au Comité national des droits de l'homme et à d'autres organismes d'État compétents afin de formuler des politiques et des stratégies et de promulguer des lois sur les questions des droits de l'homme.

Nicole Ameline (France)

[Original : français]

Date de naissance

4 juillet 1952

Langue(s) de travail

Français et anglais

Situation/fonction actuelle

Vice-Présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Élue au Parlement français – Assemblée nationale

Membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme

Principales activités professionnelles

Ministre en charge de la parité et de l'égalité professionnelle (2002-2005)

Ambassadeur en charge des questions sociales et de la parité et déléguée de la France à l'Organisation internationale du Travail (OIT) (2005-2007)

Parlementaire réélue à l'Assemblée nationale française depuis 1991

Études

Licence et Maîtrise de droit

Diplôme d'études supérieures de droit et de sciences politiques

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Présidence d'une fondation européenne en faveur de l'égalité professionnelle

Organisation en 2010 d'une réunion extraordinaire du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à Paris pour le trentième anniversaire

Organisation en 2011 d'une réunion à Bruxelles avec la Commission européenne sur l'application en Europe de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Organisation à venir d'une nouvelle réunion à Bruxelles en présence de Lady Ashton en vue de renforcer l'intégration de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans l'action extérieure de l'Europe

Soutien aux propositions et aux textes législatifs intéressant l'égalité entre les hommes et les femmes

Missions et expertises au service de nombreux pays dans le domaine du droit des femmes

Publications les plus récentes dans le domaine

Expertises conduites au sein du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Rapports parlementaires sur l'aide au développement, et sur la Cour pénale internationale

Commentaires presse et médias sur la situation des femmes en France et dans le monde

Violet Awori (Kenya)**Date et lieu de naissance**

19 juillet 1957, Kenya

Langue(s) de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

Je suis propriétaire de mon cabinet d'avocat qui s'occupe du droit de la famille. De plus, je suis conseillère en droits de la femme et droits de l'homme. J'enseigne la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ce qui intéresse les fonctionnaires et les magistrats, notamment dans les pays qui font leur premier rapport au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Principales activités professionnelles

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes dont je suis actuellement rapporteuse; je veille ainsi à l'exactitude de ses rapports avant leur adoption. Je suis également membre (et ancienne Présidente) de la Fédération des femmes juristes, organisation non gouvernementale pour les droits de la femme qui dispense une assistance juridique aux femmes marginalisées qui sensibilise et forme aux droits de l'homme et de la femme des fonctionnaires, des policiers, etc. et qui préconise des modifications dans les lois, notamment discriminatoires pour les femmes. Je suis aussi la Vice-Présidente de SMEP, organisme de microfinancement qui fait des prêts aux petites et moyennes entreprises, notamment à l'intention des femmes pauvres et rurales.

Études

Licence en droit de l'Université de Nairobi

Diplôme de l'École de droit du Kenya à Nairobi

Études actuelles de maîtrise en justice pénale internationale à l'Open University de Tanzanie

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Formation à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et aux droits de l'homme, donnée en septembre 2011 à la Commission nationale des droits de l'homme du Zimbabwe. Imitation d'une session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à l'intention de la délégation gouvernementale du Zimbabwe, et formation d'organismes de la société civile du Zimbabwe à la Convention et aux droits de l'homme (décembre 2011). J'ai rédigé et fait, en mai 2011 à Genève, un exposé sur la protection des témoins. J'ai assisté et contribué, en septembre 2010 à Poznan, en Pologne, au séminaire d'experts sur la réforme des organes conventionnels des Nations Unies. J'ai fait un exposé à une table ronde d'une demi-journée à l'occasion du trentième anniversaire de la Convention, le 4 novembre 2009 à Genève.

Publications les plus récentes dans le domaine

Non publiées

Barbara Bailey (Jamaïque)

Date et lieu de naissance

14 mars 1942, Kingston

Langue(s) de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

Professeur émérite et Directrice universitaire de la Regional Coordinating Unit, Institute of Gender and Development Studies (IGDS), University of the West Indies, Kingston, 1996-2010. Depuis 1985, M^{me} Bailey représente le Gouvernement jamaïcain aux conférences régionales et internationales sur des questions intéressant l'égalité des sexes et les droits de la femme.

Principales activités professionnelles

Depuis août 2010 Professeur émérite, University of the West Indies, Mona Kingston

Août 1995-juillet 2010 Directrice universitaire, Regional Coordinating Unit, Institute of Gender and Development Studies (IGDS), University of the West Indies, Kingston

2003 Professeur titulaire, égalité des sexes et éducation, Regional Coordinating Unit, IGDS

Études

DEA, Enseignement, University of the West Indies, Jamaïque, 1987

Maîtrise, Enseignement, University of the West Indies, Jamaïque, 1983

Licence de sciences (botanique et zoologie), mention bien, University of London, University College of the West Indies, Jamaïque, 1964

Auditorat libre : lecture dirigée sur les questions d'égalité des sexes et de développement, Dalhousie University, Canada, 1999

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Conseillère du FNUAP pour apporter au Gouvernement du Commonwealth des Bahamas un appui technique dans l'élaboration d'une politique nationale d'égalité des sexes (août-octobre 2011)

Conseillère de la Banque de développement des Caraïbes pour évaluer la mise en œuvre, l'efficacité et la popularisation de la politique et de la stratégie d'égalité des sexes (février-mai 2012)

Conseillère du Secrétariat du Commonwealth pour préparer le projet de rapport final : examen à mi-parcours de l'exécution du Plan d'action du Commonwealth pour l'égalité des sexes, 2005-2015, en consultation avec le Secrétariat du Commonwealth (mai 2010)

Présidente, Gender Task Force, 2030 National Development Plan, Planning Institute of Jamaica (2007-2009)

Conseillère du Bureau des Caraïbes d'ONU-Femmes pour effectuer un audit sur l'égalité des sexes au secrétariat de la Communauté des Caraïbes (octobre 2008)

Publications les plus récentes dans le domaine

« Feminization of Poverty Across Pan-African Societies: The Church's Response – Alleviative or Emancipatory », in Peter Paris, *Religion and Poverty: Pan African Perspectives*, Peter Paris, éd., Durham, Caroline du Nord : *Duke University Press*, 2009

« Implicit and Explicit Gender-Based Violence in Caribbean Educational Institutions », in *Caribbean Journal of Education*, vol. 29 (1), 2007

« Caribbean Labour Markets: Potential of the CSME for Reducing Gender Disparities », in *CARICOM Single Market and Economy: Genesis and Prognosis*, Hall, K. and Chuck-A-Sang, M. édés., Kingston, Jamaïque : Ian Randle Publishers, 2007

Gloria Bender (Argentine)

[Original : espagnol]

Langue(s) de travail

Espagnol. Lit et comprend l'anglais.

Situation/fonction actuelle

Représentante spéciale pour les questions féminines dans le domaine international (Ministère argentin des relations extérieures et du culte). Désignée comme Ambassadrice chargée de promouvoir l'égalité des sexes et les droits de la femme dans les cadres régional et international

Mandataire de la Commission ministérielle spéciale pour le suivi du Programme d'action de Beijing, organisme qui coordonne les plus hautes autorités provinciales en la matière

Déléguée à la Commission interaméricaine des femmes de l'Organisation des États américains (OEA)

Principales activités professionnelles

Au Ministère argentin des relations extérieures et du culte, M^{me} Bender a plus de 20 années d'expérience au cours desquelles elle a occupé différents postes de décision, dont ceux de direction générale des affaires culturelles et de la Commission exécutive du bicentenaire de la Révolution de mai, domaines où elle s'est appliquée à lier la culture aux droits de la femme actuelle et à l'histoire nationale.

Dans ses fonctions de représentante spéciale, elle est chargée du suivi des questions féminines dans les domaines régional et international, de la négociation des instruments internationaux en la matière et des accords de coopération en la matière aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral. Elle a dirigé la délégation nationale aux principales réunions en la matière, dont celles de la Commission de la condition de la femme (ONU) et de la Commission interaméricaine des femmes (OEA), ainsi que la réunion des femmes ministres et des hautes autorités chargées de la femme (MERCOSUR).

Dans le domaine universitaire, elle aide à former les futurs diplomates en donnant des cours à l'Instituto del Servicio Exterior de la Nación.

Études

Licence de lettres modernes, faculté de philosophie et des sciences humaines, Université nationale de Córdoba, Argentine

Professeur de lettres modernes, faculté de philosophie et des sciences humaines, Université nationale de Córdoba, Argentine

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

M^{me} Bender a négocié la Déclaration présidentielle sur l'égalité des sexes signée en janvier 2011 par les Présidentes Cristina Fernandez (Argentine) et Dilma Rousseff (Brésil).

Elle organise chaque année la célébration de la Journée internationale de la femme.

En 2011, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes à la Chancellerie argentine, elle a présenté une publication, élaborée par ses services, qui fait le point des normes nationales, régionales et internationales concernant les droits de la femme. Elle est chargée de coordonner la rédaction et l'adoption du plan national de mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la femme, la paix et la sécurité. Elle a favorisé la signature d'un protocole d'accord entre le Ministère argentin de l'économie et ONU-Femmes pour élaborer un budget sexospécifique. Elle a promu l'inclusion de la perspective sexospécifique dans les comités d'intégration frontalière avec le C3 l'Argentine et l'Union européenne ainsi qu'entre la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes et l'Union européenne. Elle a pris la parole au Colloque international des observatoires de l'égalité des sexes et de la violence à l'égard des femmes, organisé en 2011 à Buenos Aires par le Conseil national des femmes.

Publications les plus récentes dans le domaine

M^{me} Bender a concouru à de multiples publications et catalogues relatifs à l'action de la Direction générale des affaires culturelles qu'elle a présidée pendant plus de six ans.

Elle met actuellement au point la rédaction d'un recueil sur les principales normes nationales, régionales et internationales intéressant les droits de la femme.

Niklas Bruun (Finlande)**Date et lieu de naissance**

1950, Finlande

Langue(s) de travail

Finnois, suédois, anglais et danois

Situation/fonction actuelle

Professeur de droit privé, Université d'Helsinki, Finlande

Chef du programme de recherche intitulé « Réglementation des marchés et de la main-d'œuvre », Université de Stockholm

Membre de l'équipe de recherche du Centre d'excellence sur les fondements du droit et du système européens, Université d'Helsinki

Principales activités professionnelles

Professeur de droit privé, Université d'Helsinki, depuis 2006

Professeur de droit, faculté suédoise d'économie et d'administration des entreprises, Helsinki, 1986-2006

Professeur invitée à l'Institut national du travail, Stockholm, 1993-1996, liée à l'Institut en tant que Directrice de recherche en droit européen du travail, 1997-2007

Directrice du Centre IPR, Université d'Helsinki, depuis 2000

Professeur lauréat de 2005 en Finlande

Conférencière à plusieurs universités européennes, dont l'Institut universitaire européen de Florence, l'Université de Bari, l'Université de Londres (King's College), la London School of Economics et l'Université Humboldt de Berlin (en cours)

Membre experte du Réseau européen du droit du travail, soutenu par la Commission européenne (en cours)

Études

Doctorat en droit, thèse, Université d'Helsinki, 1979

Docteur en droit *honoris causa*, Université de Stockholm, 2000

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes*Responsabilités nationales*

A participé en expert à l'introduction dans le droit finlandais de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 1980-1985

Présidente du Conseil finlandais pour l'égalité, 1999-2007

Présidente de la Commission de révision de la loi finlandaise sur l'égalité des sexes, 2000-2002

Présidente du Conseil des bonnes pratiques commerciales de la Chambre centrale de commerce, 1999-2010

Conseil finlandais des droits d'auteur, Vice-Présidente, 1988-1995; Présidente, 1997-2008

Membre du Comité pour l'égalité, 2007-2009

Membre experte du groupe de rédaction d'un rapport gouvernemental sur l'égalité des sexes, 2009-2010

Responsabilités internationales

Membre du Comité de la liberté syndicale, OIT, 1996-1998, 2006-2008, 2011-2014

Membre de la mission d'enquête de haut niveau sur le Bélarus nommée par l'OIT, 2003-2004

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 2009-2012

Depuis 2011, membre du Groupe de travail sur les communications présentées conformément au Protocole facultatif

Experte, à plusieurs occasions, pour les institutions de l'Union européenne (Commission européenne et Parlement européen)

Publications les plus récentes dans le domaine

Plusieurs publications dans le domaine du droit du travail et de l'égalité des sexes, y compris *Gender Discrimination* (1996) et *Gender Discrimination and Equality* (2006). Fréquente publication d'articles dans des revues scandinaves et internationales.

Nuria Chinchilla (Espagne)

[Original : espagnol]

Langue(s) de travail

Espagnol et anglais

Situation/fonction actuelle

M^{me} Chinchilla est membre du jury des prix Fundacio Bufi y Planas, de la revue *Capital*, de la direction de la fondation Alares, du jury des prix de la fondation privée María Teresa Rodo, du Conseil d'experts de la Generalitat de Catalogne, du Comité scientifique Business Digest, du Comité de rédaction de la publication *Nueva Empresa*, du Conseil économique et social de l'Université de Catalogne et de la direction honorifique de Family Watch.

Principales activités professionnelles

Elle est actuellement Directrice académique du programme IESE de Barcelone, axé sur les femmes. Elle est professeur au département de la Direction des personnes dans les organisations, fondatrice et Directrice du Centre international du travail et de la famille de IESE Business School (Université de Navarre). Depuis 1999, M^{me} Chinchilla et son équipe de l'IESE réalisent l'étude dite IFREI (International Family-Responsible Employer Index) sur la mesure de la mise en œuvre des politiques et d'une culture familiale responsable dans les différentes entreprises et les différents secteurs. De plus, elle est Présidente et fondatrice de l'entreprise NCH and Partners: Developing People and Organizations; Présidente de l'organisation non gouvernementale Acción para la Democracia et auteur d'articles et de chroniques dans la presse écrite et les médias.

Études

Licence en droit de l'Université de Barcelone

Doctorat en sciences économiques et commerciales de l'Université de Navarre

Maîtrise en économie et direction des entreprises et doctorat de IESE Business School

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Membre du Conseil consultatif VIP du Réseau européen des professionnelles

Membre du Conseil consultatif du Réseau international des femmes et du Forum international des femmes

Organisatrice du cours de direction des entreprises destiné aux femmes et du Women's Lobby à Barcelone

Participante à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes en 1995 à Beijing ainsi qu'à la Conférence sur la femme, l'entreprise et la société au XXI^e siècle

Directrice universitaire du programme sur les femmes, IESE, Barcelone

Publications les plus récentes dans le domaine

L'ambition féminine : comment réconcilier le travail et la famille

Critères de décision dans les processus de sélection en Espagne : la femme est-elle victime de discrimination?

La femme et sa réussite

Les entrepreneuses dans la Chine du XXI^e siècle : différent mode de direction ou nature des femmes?

La femme et l'entreprise au siècle nouveau : 7 questions clefs

Guide de l'égalité des chances entre femmes et hommes dans l'entreprise

Fatimata Dembele Djourte (Mali)

[Original : français]

Date et lieu de naissance

18 octobre à Bamako

Langue(s) de travail

Français

Situation/fonction actuelle

Avocate

Directrice de la Maison de la femme et de l'enfant pour l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant

Experte en formation de l'Union interparlementaire sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Experte en formation des juges, avocats, policiers, agents de la santé sur le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Principales activités professionnelles

Information juridique sur les droits des femmes

Formation sur les droits des femmes, les conventions internationales, les mécanismes de protection des femmes contre les discriminations et les violences faites aux femmes; formation des parlementaires sur les droits des femmes

Assistance judiciaire gratuite en faveur des femmes et des filles

Recherche sur les droits des femmes

Études

Certificat d'aptitudes à la profession d'avocat

Diplôme d'études approfondies en droit international et coopération internationale

Maîtrise en droit public

Attestation de formation des formateurs en droits humains, attestation de formation des formateurs en genre et analyse comparative selon les sexes

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Rédactrice du rapport périodique provisoire du Mali sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes : au titre des deuxième, troisième, quatrième et cinquième rapports périodiques du Mali

Production d'un module de formation sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes à l'intention des juges

Plaidoyer auprès des décideurs pour la prise de mesures temporaires pour l'accélération de l'égalité entre femme et homme, fille et garçon

Recherche sur les dispositions discriminatoires contenues dans les lois maliennes

Assistance pour l'accès des femmes à la justice et à l'égalité, défense et orientation des femmes victimes de violences sexospécifiques et les pratiques néfastes à la santé des femmes, recherche de ressources financières et de crédits pour l'autonomisation des femmes

Publications les plus récentes dans le domaine

Étude analytique sur l'identification des dispositions sexospécifiques discriminatoires à l'égard des femmes en Afrique de l'Ouest : cas du Mali en 2008

Femmes : réclamons nos droits – survivre à la grossesse et à l'accouchement au Mali : 2002, module de formation sur femmes et politique en Afrique de l'Ouest 2004

Les violences faites aux femmes avec identification des axes prioritaires de lutte

Hilary Gbedemah (Ghana)

Date et lieu de naissance

1^{er} octobre 1953, Nsawam (Ghana)

Langue(s) de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

Recteur de l'Institut de droit, Labone Accra. Il s'agit du principal institut ghanéen de formation professionnelle au droit. Il forme le personnel non juridique par un enseignement paralégal et le personnel juridique par l'étude d'aspects précis du droit qu'il doit saisir. Les fonctions comprennent des cours sur le droit de la famille, les droits de l'homme, les aspects juridiques de la gestion des ressources humaines et de la discrimination dans l'emploi, le droit successoral, du règlement des différends par des modes alternatifs et le droit contractuel; la recherche, l'élaboration des programmes et l'administration.

Principales activités professionnelles

Recherche sur le droit, l'égalité des sexes et les droits de l'homme, et le droit des ressources humaines

Production de publications et d'écrits universitaires

Mise au point de plans d'études concernant les programmes professionnels de droit, production de documents pédagogiques

Mise en œuvre de programmes d'études paralégales à l'Institut et ailleurs

Action en association, en réseau et en coalition avec les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les parties prenantes gouvernementales et internationales

Plaidoyer sur les questions contemporaines des droits de l'homme : héritage, droits de propriété des époux; discrimination positive et représentation égale des femmes; droits économiques, accès aux ressources naturelles (eau, forêts et mines) et leur gestion

Supervision des fonctions administratives en veillant à la qualité des produits de l'Institut

Études

Maîtrise de droit, Georgetown University, Washington, 1996

Licence en droit (mention), Université du Ghana, Legon, 1975; BL (qualification professionnelle en droit), 1977

Les femmes cadres supérieurs, Institut ghanéen de gestion et d'administration publique

Droit international humanitaire (certificat), Institut Henri Dunant, Genève, 1998

Diploma in Leadership and Advocacy, Georgetown University, Washington, 1996

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat
du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

M^{me} Gbedemah s'est appliquée à recenser, avec le concours d'organisations de la société civile, les articles discriminatoires des lois ghanéennes sur la nationalité (1992), et, avec l'Association internationale des époux, les aspects discriminatoires de ces lois, afin de faire des exposés à la Commission d'examen constitutionnel en 2011. Elle a participé au plaidoyer législatif et à la sensibilisation des communautés concernant le projet de loi sur les droits conjugaux à la propriété et le projet de loi sur les successions intestats. Elle a produit et présenté à l'OIT un document contenant des chapitres sur la prostitution et la traite des filles. Elle a écrit sur la discrimination positive, y a formé et sensibilisé. Elle fait partie de Netright, coalition d'organisations de la société civile, par laquelle elle a fait un exposé sur les droits économiques de la femme au Forum des ONG de Beijing +15; elle a formé un club d'entreprise intitulé Women on the Move pour aider les jeunes femmes d'affaires et a contribué à la publication de la Banque mondiale et de la Société financière internationale intitulée *Women, Business and the Law 2012: Removing Barriers to Economic Inclusion*. Elle a œuvré avec le programme de sensibilisation juridique en défendant les droits des rurales et en les dotant des moyens de s'affirmer.

Publications les plus récentes dans le domaine

Trokosi: Twentieth Century Female Bondage – A Ghanaian Case Study

Rape and Defilement; Interventions available to Victims of Rape and Defilement;
Safety Planning – Preventing Rape and Defilement

Enhancing Women's Representation in Governance through Affirmative Action

Manuscrit de 80 pages non publié établi pour ABANTU pour le développement

Nahla Haidar (Liban)

Date et lieu de naissance

22 juillet 1951, Liban

Langue(s) de travail

Arabe, anglais et français

Situation/fonction actuelle

Retraitée après 34 ans de carrière à l'ONU. A offert son appui à différentes organisations non gouvernementales s'occupant régionalement du développement, notamment de la surveillance de l'élément programmatique relatif à l'initiation aux droits de l'homme pour l'Association Amel et Amel International. Conseillère bénévole d'autres ONG pour introduire la perspective sexospécifique dans leurs politiques et programmes (par exemple, MENTOR ARABIA). Conseillère de DARA, ONG internationale qui évalue l'assistance au développement et l'assistance humanitaire au niveau du terrain (au Soudan et au Yémen).

Principales activités professionnelles

Coordonnatrice adjointe pour la promotion de la femme, Office des Nations Unies à Genève

Directrice du Bureau régional pour les États arabes (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle), axée sur la coopération au développement, y compris la promotion des inventrices et des innovatrices dans la région

Directrice adjointe, Projet des sociétés ravagées par la guerre (Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets). Chargée des contacts et des études pour les projets de consolidation de la paix au Guatemala, au Rwanda et en ex-République yougoslave de Macédoine, en autonomisant les femmes au niveau local par des processus participatifs d'action, de recherche et de dialogue

Chef d'une unité couvrant l'Afrique du Nord, du centre et de l'Est, le Moyen-Orient et l'Afghanistan (Bureau de la coordination des affaires humanitaires), l'accent étant mis sur les questions de protection et sur les femmes dans les conflits

Spécialiste du recrutement au Siège de l'ONU et à l'Office des Nations Unies à Genève, axé notamment sur l'amélioration de la représentation des femmes au niveau supérieur du Secrétariat

Spécialiste des affaires sociales (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale), travaillant dans toute la région à des projets de développement communautaire, et notamment à des projets spéciaux visant à mieux intégrer les femmes dans le développement

Études

Diplôme d'études supérieures de droit, avec spécialisation en sociologie du droit, Panthéon-Sorbonne, Paris

Licence en droit, avec spécialisation en droit international et en charia islamique, Université Saint-Joseph, Beyrouth

Licence en sociologie, sociologie du développement, École supérieure des lettres,
Beyrouth

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat
du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

Toute ma vie, j'ai été très active dans le domaine des droits de l'homme, et notamment par le biais de l'Union des avocats arabes au début des années 80, comme membre du comité spécial sur les femmes et la charia, ainsi que par le biais de l'Organisation arabe des droits de l'homme. J'ai été aussi active comme membre du groupe, créé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) des chercheuses arabes en science sociales. De plus, j'ai participé à plusieurs tables rondes internes de l'ONU pour enquêter sur des plaintes de discrimination, notamment sexuelle.

Publications les plus récentes dans le domaine

Bien que je n'aie pas de publication récente dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes, j'ai contribué à plusieurs rapports des Nations Unies, notamment sur la condition de la femme au Secrétariat, ainsi qu'à d'autres rapports ou documents de formation sur divers sujets à aspects sexospécifiques, comme la protection des civils dans les conflits armés les femmes face aux catastrophes, l'action humanitaire et la guerre, et, dernièrement, l'*Indice de réponse humanitaire 2010 (Humanitarian Response Index 2010)*, publié par DARA International.

Marie-Carmelle Lafontant (Haïti)**Date et lieu de naissance**

7 avril 1930, Port-au-Prince

Langue(s) de travail

Français

Situation/fonction actuelle

Consultante au Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes – Port-au-Prince

Directrice exécutive du Centre haïtien de recherches et d'actions pour la promotion de la femme

Contractuelle au PADF – DEJEN, USAID

Principales activités professionnelles

Responsable des programmes sociaux à Food for the Poor

Assesseur communal de Port-au-Prince

Spécialiste attachée à la Division de planification économique et sociale du Ministère du plan

Chef de Service de conciliation et d'arbitrage au Département des affaires sociales

Chef de Service de production du matériel éducatif au Service coopératif haïtiano-américain d'éducation rurale

Études

Université de Rio Piedras (Porto Rico) : formation en service social

Développement intégré, Quito, Équateur

Spécialisation en éducation, Washington

École normale d'institutrices, Port-au-Prince – diplôme

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Membre du Cabinet technique de la Ministre à la condition féminine et aux droits des femmes

Présidente de la délégation haïtienne à la conférence régionale des clubs, des femmes de carrière libérales et commerciales (La Havane)

Membre du Twinning Task Force par la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales ainsi que les délégués de l'Australie, du Bénin, de l'Italie et du Togo

Publications les plus récentes dans le domaine

Enquête sur le statut socioéconomique de la marchande haïtienne

Violences exercées sur les femmes et les fillettes en Haïti

Habilitation de la femme haïtienne : un impératif du développement durable

Dalia Leinarte (Lituanie)**Date et lieu de naissance**

25 octobre 1958, Lituanie

Langue(s) de travail

Anglais et russe

Situation/fonction actuelle

Professeur, Directrice du Centre d'études sur l'égalité des sexes à l'Université de Vilnius (depuis 2000)

Professeur d'histoire de la famille, Université de Vilnius (depuis 2009)

Conseillère de la Commission interministérielle sur l'égalité des chances des hommes et des femmes, Lituanie (depuis 2000)

Membre du Groupe de travail pour le plan d'action visant la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, Lituanie (depuis 2011)

Principales activités professionnelles

Université de Vilnius : domaines d'enseignement et de recherche : histoire de la famille; histoire des femmes; mouvements féminins; femmes et nationalisme; femmes et totalitarisme; traite des femmes; intégration d'une démarche antisexiste

Commission interministérielle sur l'égalité des chances des femmes et des hommes (Lituanie) : droits de la femme et surveillance des positions prises par rapport à la Convention, intégration d'une démarche antisexiste et égalité des sexes grâce aux programmes nationaux

Études

Doctorat en histoire, Université Vytautas Magnus, Lituanie (1996)

Professeur invité au Programme d'études sexospécifiques, Idaho State University, États-Unis (2005-2008)

Chercheuse, American Association of University Women (AAUW), États-Unis (2005-2006)

Fulbright Scholar, State University of New York, États-Unis (2002-2003)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

2007-2011 Experte en égalité des sexes et participante à des conférences internationales, dont celles de l'Union européenne telles que la conférence de haut niveau de la Communauté des démocraties intitulée « Women Enhancing Democracy : Best Practices » (2011), le séminaire de l'Union européenne sur les pratiques optimales dans l'égalité des sexes : démarche antisexiste (2011), la conférence internationale dénommée « Businesswomen and experts discuss women's entrepreneurship in the OSCE region », la réunion de haut

- niveau dénommée « Community of Democracies on Women and Leadership » (avril 2010) et la Conférence des experts européens en sexospécificité intitulée « Employability and Entrepreneurship – Gender Stereotypes » dans le cadre de la présidence portugaise de l'Union européenne (2007)
- 2006-2008 Coordonnatrice du projet du Fonds social européen intitulé « Stéréotypes sexuels sur le marché du travail »
- 2004-2007 Rédactrice des troisième et quatrième rapports périodiques de la Lituanie prévus par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et présentés au Comité
- 2002-2003 Coordonnatrice internationale de la campagne de prévention et d'information visant la traite des filles et des femmes dans les États baltes
- Coordonnatrice internationale des cours internationaux de formation sur la stratégie de prévention des violences à l'école : formation des formateurs : région de Kaliningrad, Bélarus, Russie, Lituanie

Publications les plus récentes dans le domaine

- Life Stories of Lithuanian Women, 1945-1970, Rodopi, New York, 2010
- Families in Europe between the 19th and the 21st century, in *Romanian Journal of Population Studies*, 2009
- Gender Mainstreaming in Social Inclusion Policy in Lithuania*, USP Publishing, 2008
- Gender Mainstreaming in the EU Member States*, Ministry of Integration and Gender Equality, Suède, 2006
- Trafficking in Women and Prostitution in Lithuania*, Vilnius University Press, Vilnius, 2003

Natalija Micunovic (Serbie)**Date et lieu de naissance**

26 mars 1957, Belgrade

Langue(s) de travail

Anglais, français et allemand

Situation/fonction actuelle

Directrice du Directorate pour l'égalité des sexes, Ministère du travail et de la politique sociale

Principales activités professionnelles

Membre du Conseil sur l'égalité des sexes, Gouvernement de la République de Serbie

Attachée de recherche à l'Institut de philosophie et de théorie sociale

Chargée de cours au Département de sciences politiques, Université de Belgrade

Directrice de la maison d'édition HEDONE

Experte agréée (EC-FP7-EMM)

Études

Doctorat en philosophie, Purdue University, 1996

Maîtrise en philosophie, Purdue University, 1987

Licence en philosophie et en littérature comparée, Université de Sarajevo, 1984

Licence en mathématiques, Université de Sarajevo, 1983

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Formation d'une équipe intersectorielle pour faire rapport au Comité : rapport établi en 2009

Rédaction de la loi sur l'égalité des sexes, adoptée en décembre 2009

Élaboration de la Stratégie nationale et du plan d'action pour l'amélioration de la situation des femmes et la promotion de l'égalité des sexes (adoptés en 2010)

Élaboration de la Stratégie nationale pour la prévention et la répression de la violence à l'égard des femmes en famille et en union libre, adoptée en avril 2011

Préparation de la succession de la République de Serbie à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la répression de la violence à l'égard des femmes et la violence domestique

Représentante permanente de la République de Serbie au Comité directeur du Conseil de l'Europe sur l'égalité des femmes et des hommes, 2007-2011

Publications les plus récentes dans le domaine

« Influence of Transition on Gender Relations in Serbia » in *Philosophy and Society XXIX*, Belgrade, 2006

« Ideological Obstacles to Integrated Scientific Community », présenté au Enwise Workshop en 2003 à Bruxelles et publié dans les documents de la conférence

« Ideology and Theory in Southeastern European Context », présenté au XXI^e Congrès mondial de philosophie en août 2003 à Istanbul et publié dans les actes

« Enlightenment and Sensitivity », in *Women, Spirituality and Education*, Belgrade, 2001

« Gendered Aspects of New Socio-Economic Developments and Social Research in Yugoslavia », Sofia, 23 et 24 novembre 1999, publié dans les actes

Theodora Oby Nwankwo (Nigéria)

Date et lieu de naissance

22 septembre 1956, Nigéria

Langue(s) de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

Directrice exécutive, Civil Resource Development and Documentation Centre, ONG œuvrant pour la promotion et la protection des droits de l'homme, des droits de la femme, de l'égalité des sexes, de la bonne gouvernance et de l'accès à la justice. La candidate est une experte indépendante en sexospécificité et développement et a été conseillère d'ONU-Femmes, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, de la Banque africaine de développement et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) sur la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans le processus budgétaire, la stratégie anticorruption, la participation politique des femmes, l'accès à la justice et la politique sexospécifique, entre autres.

Principales activités professionnelles

Retirée, après 23 ans, de la magistrature nigériane comme magistrat principal, M^{me} Nwankwo dirige une ONG qui offre des services juridiques gratuits aux indigentes; elle est formatrice et facilitatrice pour la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les droits des femmes et la condition féminine; elle est, depuis plus de 30 ans, au premier plan de la campagne pour faire respecter l'égalité des sexes; elle représente l'Afrique au comité directeur de la coalition pour la Cour pénale internationale; elle préside le comité coordonnateur des organisations de la société civile pour la réforme constitutionnelle et électorale; elle est fondatrice et coordonnatrice de la Coalition nationale pour la discrimination positive, réseau d'organisations de la société civile attachées à l'introduction de la Convention et à l'adoption d'une discrimination positive pour une participation accrue des femmes à la gouvernance au Nigéria. Elle est membre du Comité technique national sur la Convention, du Comité national d'examen des lois discriminatoires contre les femmes; du Conseil consultatif du Fonds mondial pour les femmes; et de l'équipe de la justice sexuelle de la CPI.

Études

Maîtrise en droit, Université du Nigéria (1992); diplôme d'avocat, faculté de droit du Nigéria (1980); licence en droit, Université du Nigéria (1979); Women's Global Leadership Institute, Rutgers University, New Jersey (1999); Academy on Human Rights and Humanitarian Law, Washington College of Law, American University, États-Unis (2003); formation à l'usage des instruments internationaux sur les droits de l'homme pour les faire respecter, Organisation mondiale contre la torture, Genève (2002).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Participation active, en tant que coordonnatrice, au plaidoyer législatif et à la campagne pour l'introduction au Nigéria de la Convention; facilitation des rapports parallèles d'ONG sur la Convention; fourniture au Gouvernement de conseils techniques sur les rapports périodiques prévus par la Convention. Conseillère pour l'analyse comparée des processus d'introduction de la Convention et du Protocole de l'Union africaine dans différents pays d'Afrique pour influencer le processus au Nigéria. Conseillère d'organes de l'ONU pour mettre en place la stratégie nationale nigériane contre la corruption, mettre en place les systèmes et politiques de gestion des finances publiques nigérianes au sein des organes gouvernementaux et élaborer des politiques sexospécifiques et des cadres de résultats stratégiques. Depuis 2004, la candidate a assisté à toutes les audiences du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes concernant le Nigéria. Elle a fait parti, en mai 2008, à Vienne, du groupe d'experts sur les bonnes pratiques législatives visant la violence à l'égard des femmes.

Publications les plus récentes dans le domaine

Current Themes in the Domestication of Human Rights Norms, C. C. Nweze and O. Nwankwo, éd., FDP Books, 2005; « Ensuring Justice to Women in the ICC: A Call to Action », *The ICC Monitor*, n° 33; *Human Rights of Women: A Compilation of Treaties and Conventions – Peculiar Instincts*, 2005; *CEDAW as a Tool for Women's Rights Activism: FDP Books*, 2001; *Affirmative Action Strategies: Perspectives from Around the Globe*, Sam Egwu & Oby Nwankwo, éd., FDP Books, 2003; *Engendering the Budget Process in Nigeria*, FDP Books, 2008.

Silvia Pimentel (Brésil)

Date et lieu de naissance

1^{er} mars 1940, Minas Gerais (Brésil)

Langue(s) de travail

Anglais, français, espagnol et portugais

Situation/fonction actuelle

Présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, où elle a présidé le Groupe de travail sur l'accès à la justice, chargé d'élaborer une recommandation générale sur l'accès des femmes à la justice. Professeur au programme de diplôme et de troisième cycle en droit à Pontifícia Universidade Católica (PUC), São Paulo.

Principales activités professionnelles

Depuis 2005, experte du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qu'elle a présidé de 2011 à 2012. Enseigne actuellement le droit à l'Université catholique de São Paulo, où elle a commencé à enseigner en 1973, aux deuxième et troisième cycles.

Études

Doctorat en philosophie du droit, Pontifícia Universidade Católica/SP (1977)

Maîtrise en psychologie de l'éducation, Pontifícia Universidade Católica-SP (1973)

Diplôme de droit, Pontifícia Universidade Católica-SP (1970)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Membre fondatrice du Comité de défense des droits de la femme en Amérique latine et dans les Caraïbes (CLADEM) en 1987; membre de son conseil consultatif honoraire (depuis 2003); Coordinatrice de la Section brésilienne du CLADEM (1992-2005). Membre fondatrice d'International Women's Rights Action Watch (IWRAP) en 1985. Présidente de l'Institut pour la promotion de l'équité (IPE) depuis 2003. Membre du Conseil directeur de la Commission de la citoyenneté et de la reproduction (CCR). Auteur du Nouveau statut civil de la femme, proposition de réforme du Code civil brésilien incorporée à la réforme du Code en 2002. Participation à la rédaction de la Constitution brésilienne en 1986. Coauteur de la loi Maria da Penha qui, au Brésil, vise la violence à l'égard des femmes.

Publications les plus récentes dans le domaine

« A Lei Maria da Penha na perspectiva da responsabilidade internacional do Brasil », *Lei Maria da Penha : comentada em uma perspectiva jurídico-feminista*, coordonné par Carmen Hein de Campos, Lumen Juris, Rio de Janeiro, 2011

« Education and Legal Literacy », in *The Circle of Empowerment – Twenty-five Years of the UN Committee on the Elimination of Discrimination against Women*, Cees Flinterman and Beate Schopp-Schilling, éd., Feminist Press, New York, 2007

Bianca Pomeranzi (Italie)**Date et lieu de naissance**

14 juin 1950, Arezzo (Italie)

Langue(s) de travail

Anglais et français

Situation/fonction actuelle

Conseillère principale en sexospécificité et développement à la Direction générale pour la coopération au développement (Ministère italien des affaires étrangères), membre de GENDERNET à l'Organisation de coopération et de développement économiques/Comité d'aide au développement, experte de l'Union européenne en sexospécificité. Les fonctions liées aux activités professionnelles ont trait à la mise en œuvre des conventions et accords internationaux pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Principales activités professionnelles

- | | |
|-------------|--|
| 2010-2011 | Chef de l'Office de la coopération italienne au développement pour le Sénégal et l'Afrique occidentale francophone |
| 2008-2010 | Conseillère du Gouvernement italien sur l'égalité des chances |
| 2000 | Rédactrice et oratrice à la conférence préparatoire de l'Union européenne pour la Conférence de Beijing +5 |
| 1996-2001 | Conseillère du Ministre italien pour l'égalité des chances dans les affaires internationales |
| 1995 | Conseillère de la délégation italienne à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing |
| Depuis 1994 | Conseillère de la délégation italienne à la Commission de la condition de la femme (ONU) |
| 1981-1991 | Cofondatrice et planificatrice de l'Association des Italiennes pour le développement |

Études

- | | |
|------|---|
| 2001 | Cours sur les théories sexospécifiques – professeur Rosi Braidotti – Centre d'études féminines – Université d'Utrecht |
| 1985 | Bourse du Programme sur l'égalité des chances, Marshall Fund, États-Unis |
| 1974 | Diplôme d'histoire de l'Afrique – Institut italo-africain |
| 1973 | Diplôme de maîtrise en sciences sociales, Université de Florence |

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- 2009 Membre de l'équipe du Gouvernement italien pour la Conférence du G-8 sur la violence à l'égard des femmes, Rome
- Depuis 2008 Membre du Comité italien des droits de l'homme (CIDU)
- 2007 Responsable de l'organisation de la Conférence régionale de la Direction italienne pour la coopération au développement sur les femmes de l'Afrique occidentale, Bamako
- 2005-2006 Enseignante au programme de maîtrise sur l'égalité des chances : cours sur le système des Nations Unies, les traités internationaux et la Convention sur l'égalité des sexes
- Depuis 1975 Membre de plusieurs associations féminines italiennes et internationales pour la promotion de la femme

Publications les plus récentes dans le domaine

« What's next for the UN system and international women's movement », in *DWF, International review for Anthropological, Sociological and Historical Studies on Woman* – 2008, n° 3,4

« The Woman's Body and Multiculturalism » in *Democracy and Rights, Quarterly Review of the Centre for the Reform of the State* – 2004, n° 1

Victoria Popescu (Roumanie)

[Original : français]

Date et lieu de naissance

23 août 1951, Bucarest

Langue(s) de travail

Anglais, français et espagnol

Situation/fonction actuelle

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Vice-Présidente)

Diplomate (Ministre plénipotentiaire), Direction pour l'ONU et la francophonie, Ministère des affaires étrangères

Correspondante nationale auprès de la francophonie (depuis 2009)

Membre du Conseil interministériel roumain pour l'égalité de genre (depuis 1999)

Principales activités professionnelles

- | | |
|-----------|---|
| 2009-2010 | Directrice adjointe, Direction pour l'ONU et la francophonie, Ministère des affaires étrangères |
| 2004-2009 | Ambassadrice de Roumanie au Royaume de Suède |
| 2004 | Directrice générale pour l'ONU et les affaires mondiales, Ministère des affaires étrangères |
| 2000-2003 | Directrice, Direction pour l'ONU et les institutions spécialisées, Ministère des affaires étrangères |
| 1999-2000 | Directrice adjointe pour les droits de l'homme et le Conseil de l'Europe, Ministère des affaires étrangères |
| 1994-1999 | Conseillère, Section droits de l'homme-affaires sociales, Mission permanente de la Roumanie auprès de l'ONU, New York |
| 1992-1994 | Première et deuxième Secrétaire, Direction pour les organisations européennes, Ministère des affaires étrangères |
| 1990-1991 | Enseignante et interprète anglais-français, Cabinet de langues étrangères, Ministère des affaires étrangères |
| 1976-1989 | Enseignante et interprète anglais-français, Centre des relations internationales |

Études

- 1970-1976 Département de langues étrangères (section français – anglais), Université de Bucarest
- 1993-1994 Cours de relations internationales (Bucarest, septembre 1993-juin 1994, Institut Clingendael, La Haye, 1994)
- 1991 Oxford, cours de perfectionnement en anglais

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2003-2006; 2009-2012); Vice-Présidente, Bureau du Comité (2003-2004; 2011-2012)

Conférencière et personne-ressource pour la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la thématique genre (Bratislava-2005, Bangkok-2006, Stockholm-2007, Beyrouth-2008, Vienne et Istanbul-2009, Genève-2010, Burkina Faso, Amman et Berne-2011, Helsinki-2012)

Membre suppléant, Sous-commission de la Commission de l'ONU pour les droits de l'homme (2000-2006)

Rapporteuse et Vice-Présidente, Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (1996-1997; 1998-1999)

Présidente du Comité consultatif d'UNIFEM (1998-2000)

Facilitatrice de résolutions des Nations Unies sur la promotion des femmes (1997-1999) et facilitatrice du Protocole facultatif de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1999)

Publications les plus récentes dans le domaine

Articles et études sur l'égalité des sexes et les droits de l'homme

Articles sur des thèmes pédagogiques et littéraires, traductions littéraires de revues roumaines

Discours et présentations sur les droits de l'homme, l'égalité de genre et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, pour des réunions nationales et internationales

Zohra Rasekh (Afghanistan)**Date et lieu de naissance**

7 février 1969, Kaboul

Langue(s) de travail

Anglais et perse

Situation/fonction actuelle

Zohra Rasekh est la Présidente du Global Watch Group (GWG), organisation indépendante sans but lucratif consacrée à la protection des droits de l'homme et à la promotion de la santé de tous. Ce groupe est axé sur la recherche-enquête, la sensibilisation aux violations des droits de l'homme et la fourniture de services de santé dans les situations de crise pour la santé et les droits de l'homme dans les pays en conflit ou qui en sortent partout au monde.

Principales activités professionnelles

Directrice générale, officier des droits de l'homme et des affaires féminines internationales et Conseillère du Ministre des affaires étrangères pour les droits de l'homme et la sexospécificité, Ministère des affaires étrangères, République islamique d'Afghanistan, 2003-2010. Entre autres réalisations, elle a créé, au Gouvernement afghan, un mécanisme fiable de rapports sur les droits de l'homme aux organismes conventionnels et en a amorcé le processus : Comité des droits de l'enfant, Comité des droits économiques, sociaux et culturels et Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Analyste de recherche, Population Action International, 2000-2003. Elle a géré un projet triennal sur la politique des droits à la santé procréative dans sept pays.

Principale analyste de recherche, Physicians for Human Rights. Elle a lancé et dirigé deux projets de recherche épidémiologique sur l'effet de la guerre et des politiques suivies par les Taliban pour la santé et les droits des femmes pendant le régime des Taliban en Afghanistan.

Études

Harvard University, John F. Kennedy School of Government, certificat du Women and Public Policy Program, 2006

George Washington University, School of Medicine and Healthcare Sciences, maîtrise en santé publique, mai 1994

George Washington University, licence de biologie, décembre 1989

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Zohra Rasekh est experte en droits de l'homme, en sexospécificité et en santé, l'accent étant sur l'Afghanistan. Elle est l'une des plus fortes voix du monde pour les droits de l'homme et l'égalité des sexes en Afghanistan et dans la région. M^{me} Rasekh a également des compétences sur les femmes en situation de conflit et

d'après conflit. Elle comparait souvent devant le Congrès et les forums et médias internationaux. Elle a mené, en 1998 et 2000, deux études inédites sur l'effet des politiques des Taliban et de la guerre prolongée pour la santé et les droits des Afghanes. Elle est la cofondatrice de la Women's Alliance for Peace and Human Rights (WAPHA) et la fondatrice du Global Watch Group, organisation non gouvernementale axée sur les droits des femmes et des enfants dans les pays en conflit et après conflit.

Publications les plus récentes dans le domaine

Terrorism and Public Health: A Balanced Approach to Strengthening Systems and Protecting People, Oxford University Press, 2012

« Women's Health and Human Rights in Afghanistan », *Journal of the American Medical Association (JAMA)*, 1998

The Taliban's War on Women: A Health and Human Rights Crisis in Afghanistan, 1998

Education, a Health Imperative: The Case of Afghanistan, François-Xavier Bagnoud Center for Health and Human Rights, Harvard Publication, 1999

« Health and Human Rights of Adolescent Girls in Afghanistan », *Journal of American Medical Women's Association*, 2000

In this Generation: Sexual and Reproductive Health Policies for a Youthful World Population, Action International Publishing, 2002

Olena Suslova (Ukraine)

Date et lieu de naissance

23 avril 1958, Orenbourg (ex-Union des Républiques socialistes soviétiques)

Langue(s) de travail

Ukrainien, anglais, russe, espagnol et allemand

Situation/fonction actuelle

Coordonnatrice des activités paritaristes, projet de développement parlementaire, Ohio State University (depuis 2005)

Fondatrice (et Présidente du Conseil d'administration du Centre consultatif d'information sur les femmes en Ukraine (depuis 1995)

Principales activités professionnelles

Depuis 20 ans, l'action de M^{me} Suslova porte surtout sur la défense des droits de la femme, la formation à l'égalité et à l'égalitarisme des sexes, l'analyse sexospécifique de la législation, les consultations sur les cas individuels de discrimination sexuelle et l'élaboration de publications sur les droits de la femme et l'égalité des sexes. M^{me} Suslova défend les droits de l'homme depuis 1990. Elle a contribué aux rapports gouvernementaux et parallèles au Comité pour l'élimination de la discrimination. Elle est membre du Conseil consultatif de la Commission parlementaire des droits de l'homme. Elle a participé à des formations internationales : Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lituanie, Moldova, Mongolie, Myanmar, Ouzbékistan, Tadjikistan. M^{me} Suslova a lancé le projet d'éducation autonomisante sur l'égalité des droits et des chances pour les deux sexes (formation à l'égalité des sexes) (www.empedu.org). Elle a écrit ou révisé plus de 50 articles, manuels et autres publications.

Études

Académie ukrainienne de commerce international, maîtrise de droit international (thèse sur les opérations de maintien de la paix de l'ONU), 2001

Université nationale « Kyiv – Mohyla Academy » en collaboration avec le programme Tempus-Tacis, recherche en travail social et en politique sociale, 1999

Université centrale européenne, Université d'été, cours intitulé « Conflict Transformation: The Transcend Approach », 1999

Institut polytechnique d'Orenbourg, diplôme de génie civil, 1979

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Experte en intégration d'une démarche antisexiste, formation, consultations, PNUD (2003, 2005, 2006, 2008, 2009); coordonnatrice d'une trentaine de projets de recherche, de plaidoyer et d'information du Centre consultatif d'information sur les femmes (1995-2012); chef de l'équipe chargée de commenter la loi sur l'égalité des

chances; coordonnatrice de la Gender Strategic Platform; auteur de formations à la mise en œuvre et au suivi de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de son protocole facultatif; membre de la Commission d'experts sur la discrimination sexuelle au Ministère des affaires familiales et des jeunes.

Publications les plus récentes dans le domaine

Protecting women and children by judicial and law enforcement bodies in Ukraine (coauteur), projet TRES du Conseil de l'Europe, 2010

Loi sur l'égalité des chances – commentaires (coauteur), PNUD, 2009

Mécanismes de contre-attaque et de suivi de la violence et de la discrimination sexistes, analyse, FNUAP, 2009

« Our rights are not optional », Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, commentaires du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme (traduction et édition), Ukrainian Women's Fund (UWF) 2008, Centre consultatif d'information sur les femmes, 2009

« Regional Legislative Analysis and Mapping on Correspondence to International Treaties on Discrimination against Women », FNUAP, analyse, 2008

Xiaoqiao Zou (Chine)**Date et lieu de naissance**

22 février 1952, Chine

Langue(s) de travail

Chinois et anglais

Situation/fonction actuelle

Directrice générale du Département des liaisons internationales de la Fédération des femmes de Chine, membre du Conseil d'administration de la Société chinoise d'étude des droits de l'homme, membre du Conseil d'administration de l'ONG chinoise Réseau pour les échanges internationaux, membre du Conseil d'administration de l'Association Chine-Nations Unies, membre du Comité national chinois pour l'UNESCO, membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes depuis 2005 (Vice-Présidente, 2009-2010)

Principales activités professionnelles

M^{me} Zou a plus de 30 ans d'expérience dans la promotion des droits de la femme et de l'égalité des sexes, avec des connaissances théoriques solides. Elle a défendu plusieurs propositions de mesures et de lois, comme l'inclusion, dans la modification de la loi sur la protection des droits et des intérêts des femmes de Chine, de l'égalité des sexes et de la répression des violences dans la famille, et le renforcement accru des données d'enquête et de statistique ventilées par sexe. Elle s'est consacrée à l'étude des femmes, en mettant l'accent sur leur autonomisation économique et politique, la violence à leur égard et les droits des rurales, dans le contexte tant national qu'international. Elle a assisté à presque toutes les grandes conférences régionales, internationales et de l'ONU sur les droits de l'homme, les femmes et le développement social.

Études

1986	Université des Andes (Colombie), diplôme de méthodologie, de collecte et d'analyse des données
1985	Université de Chicago (États-Unis), diplôme de sociologie et d'études féminines
1978-1980	Université de Canberra (Australie), diplôme d'histoire, de politique et de littérature
1971-1975	Faculté des études étrangères, Université de Beijing, licence de littérature anglaise

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

M^{me} Zou s'emploie depuis longtemps à promouvoir la diffusion et la mise en œuvre de la Convention, aux niveaux tant national qu'international. Elle a participé activement à diverses grandes activités, dont la publication d'articles dans les grands journaux et magazines et elle s'est particulièrement appliquée à faire mieux

connaître la Convention en Chine, notamment en encourageant la publication à son sujet d'opuscules de lecture facile et sa traduction dans les langues locales et en faisant des exposés sur la Convention à des fonctionnaires, des juges, des procureurs et aux défenseurs des droits de la femme. Elle a de plus participé activement à des séminaires ou ateliers régionaux et internationaux en faisant, au Viet Nam, aux Fidji et au Samoa, des conférences sur la Convention et autres instruments internationaux sur les droits de l'homme. Elle a donné des conseils et des avis sur le rapport unique valant septième et huitième rapports de la Chine sur la Convention.

Publications les plus récentes dans le domaine

Défendre les droits de la femme et promouvoir son épanouissement

Les progrès des Chinoises en 30 ans de réforme et d'ouverture

Étapes du progrès : les droits de l'homme sous un jour différent

L'édification d'une société globalement aisée et les droits de l'homme
